

Banques—Loi

Dans ces conditions il n'est pas étonnant que le gouvernement ne veuille pas envisager les mesures nécessaires. Celles qui ont été conseillées par le parti conservateur ne feraient rien pour augmenter la concurrence, elles ne feraient rien pour relancer le marché hypothécaire, et rien non plus pour abaisser les taux d'intérêt. Mais elles seraient utiles, je le répète, pour préserver les privilèges d'un petit groupe d'établissements financiers, établissements qui ne font rien pour le consommateur.

La tentation existe au gouvernement de se retirer dans ses derniers retranchements, de faire appel aux vérités premières formulées par le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Evans). J'ai dit vérités mais c'est d'incantations qu'il s'agit avec ces appels à ce qu'on nomme l'économie de marché. Il a l'air de croire qu'en revenant à l'économie de marché, en laissant les banques libres de faire ce qu'elles veulent avec les hypothèques, les taux vont baisser, le consommateur sera protégé, le prêteur sera protégé, l'emprunteur sera protégé, et tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes. Le député nous a accusés d'agir comme Alice au pays des merveilles. La situation qu'il décrit n'est pas celle qui existe sur le marché canadien à l'heure actuelle. Ce n'est pas ce qui se passe dans le domaine hypothécaire. Il y a d'énormes incertitudes. Ces incertitudes sont si grandes que j'aimerais citer un extrait d'un article paru dans l'édition du 6 novembre du *Star* de Toronto et intitulé «Ottawa told to put legal lid on interest». Je cite:

● (1540)

Le Canada est menacé par un «monstre à trois têtes» constitué par l'inflation, des taux d'intérêt élevés et une sous-utilisation de notre capacité industrielle.

Qui a dit cela? Est-ce un chef de cabale révolutionnaire appartenant à quelque organisation socialiste qui parle du contrôle de nos institutions financières? Pas du tout. Il s'agit de Ronald McKinley de Toronto, président du groupe socialiste bien connu, l'Association des comptables de gestion du Canada, qui compte 11,000 membres. Il a poursuivi en ces termes:

L'inflation empêche les gens à revenu moyen d'épargner en vue de la retraite...

Il parle du fait que les taux d'intérêt élevés sont la principale raison des faillites personnelles et commerciales. Il demande que soit adoptée à nouveau une loi fédérale sur les taux d'intérêt, afin d'obliger ces derniers à baisser. Je continue à citer:

Pendant plus de 100 ans, les banques canadiennes n'ont jamais eu le droit d'imposer un taux d'intérêt supérieur à 7 p. 100.

Si l'on maintenait les taux à un niveau bas, les investisseurs mettraient leur argent dans des projets d'immobilisations plutôt que dans des prêts à taux d'intérêt élevés. Nous devons encourager l'investissement de fonds canadiens dans l'industrie et les affaires canadiennes.

J'ajouterai que nous devrions encourager l'investissement de fonds canadiens dans des activités de construction de logements, non seulement à l'intention des Canadiens à revenus moyens sur le marché commercial, mais également à l'intention des autochtones, des économiquement faibles, des Canadiens qui, d'une certaine façon, sont des marginaux, des étrangers dans leur propre pays. Ils sont incapables, compte tenu de la situation actuelle et de notre système, de participer pleinement à la vie économique de la nation.

Les gens parlent de la hausse du prix des maisons, du fait que l'inflation du logement a connu une hausse de 130 p. 100 en dix ans, comme l'a dit aujourd'hui le député de Vancouver-

Est (M^{me} Mitchell). J'ai vu bien des députés sourire lorsqu'elle a cité ce chiffre. Beaucoup d'entre nous possèdent une maison. Lorsqu'on a une maison, on n'a rien à craindre, mais quand on n'en a pas, il en va tout autrement, on est dans une situation très délicate. D'une certaine façon, posséder une maison est devenu le critère de la pleine participation à la société canadienne. Il y a beaucoup trop de gens qui en sont exclus en raison de ce critère et qui continueront à l'être encore davantage si nous adoptons la politique proposée par le député d'Edmonton-Ouest.

La solution consiste à suivre les conseils de M. McKinlay qui, j'ajouterais, n'est pas de notre parti. Je connais, M. McKinlay depuis nombre d'années. Il n'est certainement pas partisan du Nouveau parti démocratique. Reconnaissons que la situation est extraordinaire, du fait que les taux d'intérêt hypothécaires sont de 15½, 16½, 17½ et 18 p. 100. Le ministre des Finances (M. MacEachen) prétend devant la Chambre ne pas savoir à combien s'élèveront ces taux d'intérêt. En octobre, le gouvernement a publié des données qui devaient porter sur cinq ans, mais qui se révèlent fausses avant même qu'un mois ne se soit écoulé. Les prévisions de l'inflation pour les cinq prochaines années n'ont aucune valeur.

Le gouverneur Bouey nous a dit à maintes et maintes reprises que les taux d'intérêt à long terme sont de toute évidence fonction des taux d'inflation prévus. Un mois après la publication de ces données, Statistique Canada nous apprend que le taux de l'inflation n'est pas de 9.7 p. 100, comme prévu il y a un mois, mais bien de 10.9 p. 100. Toutes les données des prévisions économiques à moyen terme ne veulent rien dire et, en fait, elles sont trompeuses car elles ne permettent pas de déterminer la gravité de la situation économique.

Si les taux d'intérêt étaient bas, si nous avions le plein emploi et si notre économie fonctionnait à plein rendement, bref si nous revivions l'époque des années 50 et du début des années 60, juste avant l'actuelle période de grande incertitude, de productivité réduite, d'inflation et de chômage élevés, j'aurais pu comprendre l'optimisme du secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Evans). J'aurais compris qu'il nous recommande de ne pas nous faire du mauvais sang, de ne pas contester les vérités éternelles de l'économie du marché, de ne pas nous inquiéter, de ne pas chercher à tout prix à nous adapter à toutes les circonstances, et enfin de simplement permettre aux établissements financiers et bancaires de se concurrencer, nous assurant que ces derniers nous offriront les taux d'intérêt hypothécaires les moins élevés possible, de façon à permettre à tous les travailleurs canadiens de subvenir à leurs propres besoins, sans qu'il soit nécessaire pour le gouvernement d'intervenir.

On dirait Alice au pays des merveilles. C'est le plus merveilleux des pays des merveilles parce que ce n'est pas le monde dans lequel nous vivons. Nous vivons dans un monde où le travailleur s'échine à la tâche et traîne toujours plus de l'arrière. Des gens perdent leur maison parce que leurs frais hypothécaires ont augmenté de 60 p. 100 en cinq ans. Les taux d'intérêt sont si élevés que le Canadien moyen ne peut plus s'acheter de maison. Le gouvernement a abandonné tout sens des responsabilités quant à l'économie.